

CCAP

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux d'aménagement du parvis de
l'ADEME à Angers**

MAITRE D'OUVRAGE : L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
20 Avenue du Grésillé
49 004 ANGERS

MAITRE D'ŒUVRE : L'Atelier des Aménités
4 rue de Toscane
49 000 ANGERS
Tel : 06 99 50 38 41
loic.larminat@amenites.fr

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Durée et délais d'exécution.....	3
3.1 - Délai global d'exécution des prestations	3
3.2 - Délai d'exécution.....	3
3.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	3
4 - Prix	3
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	3
4.2 - Modalités de variation des prix.....	3
4.3 - Répartition des dépenses communes	4
5 - Garanties Financières.....	4
6 - Avance.....	4
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	4
6.2 - Garanties financières de l'avance	4
7 - Modalités de règlement des comptes.....	5
7.1 - Décomptes et acomptes mensuels	5
7.2 - Présentation des demandes de paiement	5
7.3 - Délai global de paiement.....	6
7.4 - Paiement des cotraitants.....	6
7.5 - Paiement des sous-traitants.....	6
8 - Conditions d'exécution des prestations	7
8.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	7
8.2 - Implantation des ouvrages	7
8.3 - Préparation et coordination des travaux.....	7
8.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	7
8.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	7
8.3.3 - Registre de chantier	7
8.4 - Etudes d'exécution.....	7
8.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	7
8.5.1 - Gestion des déchets de chantier	7
8.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	8
8.6 - Réception des travaux	8
8.6.1 - Dispositions applicables à la réception.....	8
9 - Garantie des prestations.....	8
10 - Pénalités.....	8
10.1 - Pénalités de retard.....	8
10.2 - Autres pénalités spécifiques.....	8
11 - Assurances	8
12 - Résiliation du contrat	8
12.1 - Conditions de résiliation	8
12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
13 - Règlement des litiges et langues	9
14 - Dérogations	9

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Travaux d'aménagement du parvis de l'Ademe à Angers

Lieu(x) d'exécution :

Ademe
20 av. du Grésillé
49004 Angers

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 1 lot :

Lot(s)	Désignation
PAYSAGE	Lot Paysage : Terrassements, pavage, plantations, maçonnerie paysagère

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (CCAG) ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) fascicules 35 et fascicule 2,
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global pour l'exécution de l'ensemble des prestations est fixé à 13 semaines, y compris le temps de préparation de chantier.

La date de réception est fixée au plus tard le 5 mars 2022.

Les végétaux feront l'objet d'une réception partielle afin de prendre en compte la garantie de reprise des végétaux.

3.2 - Délai d'exécution

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, L'exécution des travaux débute à compter de la notification du présent marché.

Par notification, il faut entendre la date de réception par le titulaire d'un des exemplaires originaux du présent marché signé par les parties, envoyé par tout moyen permettant d'en attester la date de réception par l'ADEME, conformément à l'article R2182-4 du code de la commande publique.

Ce même marché demeurera en vigueur jusqu'à la date de paiement des prestations par l'ADEME.

Prolongation du délai d'exécution

A partir du moment où le délai d'exécution des travaux a été fixé entre les parties, aucune prolongation du délai, autre que celles afférentes aux intempéries, ne pourra être accordée par le maître d'ouvrage, sauf cas de force majeure ou cas fortuit, sans une demande expresse formulée par lettre recommandée avec avis de réception au maître d'ouvrage, par l'entrepreneur dans un délai de 10 jours calendaires au plus après l'événement motivant la demande de prolongation.

Toutes les justifications nécessaires permettant au maître d'ouvrage de reconnaître le bien-fondé de la demande de prolongation, notamment celles permettant de constater le nombre réel des jours d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation, qui répondent aux dispositions de la Loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946, devront être fournies au maître d'œuvre qui en appréciera le bien-fondé, avant de les transmettre au maître d'ouvrage.

L'intempérie doit être déclarée le jour même au maître d'œuvre par courriel. A défaut, elle ne sera pas prise en compte. Le mail doit préciser les tâches effectives dont la réalisation est empêchée par l'intempérie et la durée en heures de l'intempérie.

Le nombre de jours d'intempéries sera mentionné au compte-rendu de chantier, avec le cumul depuis le début des travaux.

Il est précisé que le délai contractuel sera automatiquement prolongé dans les autres cas suivants :

- pour toute cause imputable au maître de l'ouvrage ;
- dans les cas de grèves nationales ;
- en cas d'injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter les travaux, à moins que lesdites injonctions ne soient causées par des fautes ou négligences imputables à l'entrepreneur ;
- dans les cas de troubles résultant d'hostilités, de révolution, de pandémie ou de cataclysme.

La prolongation de délai éventuelle n'entraînera aucune indemnisation de l'entrepreneur.

Toutes justifications devront être jointes à la demande de l'entrepreneur pour prouver le bien-fondé des causes motivant le retard dans l'exécution des travaux.

Dans le cas où une prolongation de délai serait acceptée, un avenant fixant le nouveau délai contractuel sera obligatoirement établi par le maître de l'ouvrage.

Au cas où un arrêt de chantier serait demandé pour des motifs de sécurité ou de règle de prévention non respectée par l'entreprise, il n'y aurait pas de prolongation du délai. L'entreprise sera soumise aux pénalités de retard s'il y a dépassement de délai.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG - Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 15 jours.

3.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Il n'est pas prévu de calendrier prévisionnel d'exécution ni de calendrier détaillé d'exécution.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Le titulaire percevra à titre de rémunération les prix unitaires appliqués aux quantités effectivement commandées, exécutées et livrées à l'Ademe.

Les prix unitaires du marché incluent toutes les dépenses, frais et coûts directs ou induits, sans exception, liés au chantier et à l'exécution des travaux.

L'entrepreneur reconnaît que, par sa proposition, il a apprécié, sous sa seule responsabilité, que les éléments du dossier constituant le présent marché, qui lui ont été préalablement communiqués, sont suffisants qualitativement et quantitativement pour permettre la réalisation des travaux, conformément aux règles de l'art et à leur achèvement dans les délais convenus, dans le cadre des prix unitaires objet de sa proposition.

4.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
PAY SAG E	$C_n = (TP01 (d-3) / TP01 (o))$	

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
PAY SAG E	TP01	Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010

4.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

5 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

6 - Avance

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG, aucune avance ne sera versée.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

L'entrepreneur titulaire remettra son état de situation afférent aux travaux exécutés le mois M au maître d'œuvre au plus tard le 5 du mois M+1 en vue de sa vérification par celui-ci.

La demande sera transmise en 1 original par tout moyen permettant de donner date certaine.

L'état de situation mensuel établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre ; il devient alors le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre adresse ce décompte au maître de l'ouvrage, avec duplicata à l'entrepreneur, dans les 15 jours à dater de la réception de l'état de situation.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant la révision du solde.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Lors du dépôt des factures électroniques sur le portail « Chorus Pro » les mentions à saisir sont les suivantes :

- le numéro de Siret 385 290 309 00454, qui identifiera l'ADEME en tant que destinataire de la facture
- le code service : 83
- et le numéro d'engagement : 2021MA000361

Si les coordonnées bancaires (BIC-IBAN) ne sont pas mentionnées sur la facture, elles devront être fournies avec la première facture, ou avec une autre facture en cas de changement de coordonnées bancaires.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

7.3 - Délai global de paiement

La dépense afférente sera mandatée et liquidée par le Président de l'ADEME. Le mandatement et le paiement des versements, devront intervenir dans un délai de soixante jours, comptés à partir de la date de réception par l'ADEME de la facture du titulaire, sous réserve de la constatation de la conformité des prestations facturées.

Toutefois, si l'ADEME est empêchée, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérification ou à toute autre opération nécessaire au mandatement et au paiement, les délais seront suspendus pour une période égale au retard qui en est résulté.

Le comptable assignataire de la dépense sera l'Agent Comptable de l'ADEME. Le mode de règlement adopté est le virement bancaire.

Si, du fait de l'ADEME, le paiement se trouvait différé de plus de soixante (60) jours à compter de la date de réception de la facture, l'ADEME s'obligera au paiement des intérêts moratoires au taux légal en vigueur.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le

paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

8 - Conditions d'exécution des prestations

8.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

8.3 - Préparation et coordination des travaux

8.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La période de préparation sera de 3 semaine.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'oeuvre 3 semaines au plus tard après la notification du marché.

8.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

8.3.3 - Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il n'est pas prévu de registre de chantier.

8.4 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et remis pour visa au maître d'œuvre avant exécution.

8.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

8.5.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

8.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

8.6 - Réception des travaux

8.6.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'oeuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

9 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

10 - Pénalités

10.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux.

10.2 - Autres pénalités spécifiques

En dérogation à l'article 19 du CCAG - Travaux, les pénalités ne sont pas plafonnées.

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

11 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

12 - Résiliation du contrat

12.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou

D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

14 – Dérogations

- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 10.1 du CCAG - Travaux
- L'article 8.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux